



Dans le Rhône, comme à l'échelle nationale :

C'EST L'ABSTENTION QUI EST MAJORITAIRE !

Dans le département du Rhône comme ailleurs (voir le communiqué national du POID au verso), ce 11 juin au premier tour des élections législatives, c'est l'abstention qui gagne avec 50,49%... et même plus en comptant les bulletins blancs et nuls.

Dans les villes et quartiers populaires, comme aux présidentielles, l'abstention crève les plafonds : plus de 72% à Vaulx-en-Velin et de 67% à Givors ; près de 70% à Saint Fons et de 67% à Vénissieux ; autour de 60% à Pierre-Bénite et Feyzin.

À Villeurbanne (6^e circonscription), le nombre d'abstentionnistes progresse de 19% par rapport à 2012 avec 2 885 votants en moins pour 4 093 électeurs inscrits en plus. Dans le quartier populaire de Saint-Jean, le taux d'abstention dépasse 70%, dans celui des Brosses il est à 63%, dans celui des Buers autour de 60%...

Tous sont frappés par le rejet

Derrière l'abstention, les candidats de La République En Marche (LREM) sont en tête dans toutes les circonscriptions... mais perdent des milliers de voix qui s'étaient portées sur Macron au 1^{er} tour des présidentielles. À Villeurbanne, Bruno Bonnell obtient ainsi 2 587 voix de moins (-15%). Pour Gérard Collomb, « *il faut rester modeste [...] tous nos concitoyens n'adhèrent pas totalement au projet du président* » (*Le Progrès*). Il entend donc « *continuer à tendre la main à ceux qui ne seront pas élus* ».

Partout les candidats sortants de droite ou soutenus par le PS sont en difficulté ou éliminés, comme Renaud Gauquelin (PS, 7^e circonscription).

Najat Vallaud-Belkacem, à Villeurbanne, soutenue par la députée sortante PS et le maire Jean-Paul Bret (PS également), est en grande difficulté (avec 16,24% des suffrages exprimés) au second tour face au candidat LREM (à 36,69%). Le PS perd ainsi 11 987 voix par rapport à 2012 (soit 68% de moins !) dans ce "fief" socialiste : nouvelle confirmation de l'ampleur du rejet de la politique destructrice de l'ex-ministre de l'Éducation nationale et des gouvernements auxquels elle a appartenu pendant le quinquennat Hollande.

La France insoumise (FI) accède au second tour dans la 1^{ère} (13,75%) et la 3^e circonscriptions (15,88%)... tout en perdant, comme à Villeurbanne, dans le Rhône et au niveau national, près des deux tiers de ses voix par rapport aux présidentielles !

C'est le résultat d'une volonté affichée de "cohabitation" avec Macron et de la politique de division systématique, portée à son comble dans la 14^e circonscription. Elle y aboutit à éliminer à la fois la maire de Vénissieux candidate du PC et le candidat FI (imposé par les sommets contre l'avis du comité local)... au profit d'un duel entre le député sortant Blein (LREM, ex-PS) et le FN.

Une urgence : l'unité de classe pour la rupture avec cette politique

Les candidats LREM en passe d'être élus ne représentent pas plus d'un électeur sur 6 : ils seront tout aussi illégitimes que Macron. Ce ne sont autres que les fidèles de Gérard Collomb qui a assis depuis des années son pouvoir sur la Métropole de Lyon et le département. Aujourd'hui ministre de l'Intérieur, il prétend avec le gouvernement Macron-Philippe et « ses » députés illégitimes, accentuer la destruction de la démocratie, des conquêtes ouvrières, de l'École de la République.

Ces résultats confirment que c'est par l'unité des travailleurs et des jeunes sur le terrain de la lutte de classes directe que nous pourrions faire échec à ces prétentions.

Le POID du Rhône continuera, comme il l'a fait avant et pendant la campagne électorale, à aider le combat des travailleurs et de la jeunesse pour défendre leurs conquêtes sociales, rompre avec les institutions réactionnaires de la V^e République et de l'Union européenne et établir l'Assemblée constituante souveraine. Il appelle les 66 électeurs ayant soutenu ce combat dans les urnes à Villeurbanne - et tout ceux qui s'y reconnaissent - à le poursuivre avec notre parti.

Une proposition d'action commune formulée par le POID du Rhône

Combattant pour la défense de l'École publique et relayant la volonté des nombreux villeurbannais signataires de notre pétition, le candidat du POID à Villeurbanne s'est adressé dès le 7 juin aux candidats FI, PCF, LO et NPA pour leur proposer de « *nous adresser ensemble au maire de Villeurbanne Jean-Paul Bret et au président de la Métropole de Lyon Gérard Collomb, et exiger qu'ils ouvrent les classes immédiatement et construisent les établissements scolaires publics nécessaires, et cela sans aucune forme de privatisation* ». Le POID renouvelle cette proposition qui appelle une réponse urgente.

Nous appelons les électeurs et soutiens du POID, les personnels enseignants et territoriaux, les parents d'élève à se grouper avec nous pour constituer une délégation qui fera valoir ces exigences auprès des élus.

Rejoignez le POID ! Abonnez vous à *La Tribune des travailleurs* ! Contribuez à *La Tribune des canuts*, son supplément local.

Nous vous invitons à nos prochaines réunions. Débattons ensemble de la (re)construction d'un authentique parti ouvrier !

Je souhaite participer à la prochaine réunion du POID du Rhône

J'adhère au POID

Je soutiens le POID, je verse (facultatif) €

Je m'abonne à *La Tribune des travailleurs*

Nom-prénom :

Qualité :

Mail :

Tél :

Une majorité s'est exprimée

Ce 11 juin, une majorité s'est exprimée.

Par l'abstention majoritaire, à son plus haut niveau de toute l'histoire de la V^e République (plus de 51 %), le peuple a dit son rejet d'un pouvoir illégitime.

Sous la V^e République à quoi sert l'Assemblée nationale ? À entériner les décisions prises par le président de la République, qui concentre tous les pouvoirs entre ses mains.

Par l'abstention majoritaire, le peuple – et plus particulièrement les travailleurs et la jeunesse – a refusé de cautionner cette mascarade.

C'est pourquoi, ce 11 juin, tous les candidats à l'élection présidentielle ont perdu une part importante de leur électorat. La République en marche a perdu 1,3 million des voix recueillies par Macron le 23 avril ; le Front national a perdu près de 4,5 millions de voix ; la droite, près de 3 millions ; La France insoumise a perdu plus de 4,5 millions de voix, les deux tiers des voix obtenues par Mélenchon ; le Parti socialiste, 600 000 voix. Tous ont perdu une fraction importante de leur électorat. Tous sont frappés par le rejet.

Dans le cas de La France insoumise, la politique de division menée avec arrogance par ses responsables a dérouteré une large fraction de ses électeurs ; ceux, en particulier, qui avaient pris au sérieux l'appel à en finir avec la V^e République et à élire une Assemblée constituante. Comment n'auraient-ils pas été dérouterés quand Mélenchon s'est proposé comme Premier ministre de Macron dans le cadre d'une cohabitation ? Ou quand il a fait l'éloge des « pouvoirs » de l'Assemblée nationale présentée – dans la V^e République ! – comme un cadre de résistance substitué aux grèves et aux manifestations ?

Et maintenant ? Du point de vue de la démocratie, ce gouvernement et la majorité écrasante dont il va disposer à l'Assemblée nationale sont illégitimes.

C'est pourtant ce gouvernement illégitime qui prétend, dans les prochaines semaines, s'en prendre au Code du travail, à la Sécurité sociale, aux retraites et au baccalauréat et inscrire dans la Constitution l'état d'urgence !

De quel droit ?

Avec ce pouvoir illégitime et pourtant déterminé à remettre en cause les conquêtes ouvrières et démocratiques, il n'y a aucune matière à négociation ou concertation.

À ce gouvernement minoritaire qui prétend tout détruire, les travailleurs n'ont d'autre choix que d'opposer le front unique sans faille de la classe ouvrière, de la jeunesse et des organisations ouvrières déterminées à se dresser dans l'unité contre sa politique dévastatrice.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique combat en toutes circonstances pour l'unité et la démocratie, qui exige la liquidation de la V^e République et l'élection d'une Assemblée constituante souveraine, rompant avec les diktats de l'Union européenne.

Partisan de la lutte de classe, le Parti ouvrier indépendant démocratique prendra et soutiendra toutes les initiatives nécessaires pour aider les travailleurs à avancer dans cette voie.

Dans cette période de crise et de décomposition politiques, nous nous adressons fraternellement aux militants et sympathisants du Parti communiste, du Parti socialiste, du Parti de gauche, de La France insoumise, aux militants syndicalistes. Ouvrons la discussion : faut-il, oui ou non, un parti de classe ? Faut-il, oui ou non, aider à œuvrer à constituer le front unique ouvrier pour défaire les plans de la réaction ?